ASSEMBLÉE NATIONALE

7 novembre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° II-2801

présenté par

M. Pfeffer, M. Allisio, M. Amblard, Mme Auzanot, M. Ballard, Mme Bamana, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Bernhardt, M. Bigot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Boulogne, Mme Bouquin, M. Bovet, M. Buisson, M. Casterman, M. Chenu, M. Chudeau, M. Clavet, Mme Colombier, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fleurian, M. de Lépinau, Mme Delannoy, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, M. Dufosset, M. Dussausaye, M. Dutremble, Mme Engrand, M. Evrard, M. Falcon, M. Florquin, M. Fouquart, M. Frappé, M. Gabarron, Mme Galzy, M. Gery, M. Giletti, M. Gillet, M. Christian Girard, M. Golliot, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, Mme Griseti, M. Guibert, M. Guinot, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Humbert, M. Jacobelli, M. Jenft, M. Jolly, Mme Joncour, Mme Josserand, Mme Joubert, Mme Laporte, Mme Lavalette, M. Le Bourgeois, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lechon, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, M. Limongi, M. Lioret, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. David Magnier, Mme Marais-Beuil, M. Marchio, M. Markowsky, M. Patrice Martin, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, M. Meurin, M. Monnier, M. Muller, Mme Mélin, Mme Ménaché, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Parmentier, M. Perez, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, M. Renault, Mme Rimbart, M. Rivière, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Roy, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Sanvert, M. Schreck, Mme Sicard, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverner, M. Tesson, M. Tivoli, M. Tonussi, M. Villedieu, M. Vos et M. Weber

-----

ARTICLE 42**ÉTAT B****Mission « Aide publique au développement »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Aide économique et financière au développement	0	0
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0
Solidarité à l'égard des pays en développement	0	144 104 662
Restitution des « biens mal acquis »	0	0
Fonds de solidarité pour le développement	0	0
TOTAUX	0	144 104 662
SOLDE	-144 104 662	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à supprimer les autorisations d'engagement et les crédits de paiement de l'action 07 « Coopération communautaire » du programme 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement ».

L'action 07 « Coopération communautaire » vise à contribuer pour un montant de 144 millions d'euros au Fonds européen de développement (FED), créé en 1957. Ancien outil de l'APD Européenne et alors financé directement par les États-membres, le FED a été fusionné en 2021 dans l'instrument européen pour le voisinage, le développement et la coopération internationale (NDICI). Désormais, c'est donc le budget général de l'Union européenne, dont la France est le deuxième plus grand contributeur, qui finance intégralement le NDICI 2021-2027. Par conséquent, la France finance le NDICI via sa contribution au budget général de l'Union, autrement dit de manière indirecte.

En principe, les États-membres ne le financent plus directement. Néanmoins, du fait de la pluriannualité de la programmation du FED, les contributions des États-membres au 11e FED (2014-2020) devraient s'étendre jusqu'en 2027 selon les estimations de la Commission, de façon décroissante chaque année, jusqu'à épuisement du « reste à liquider ». Il est très étonnant que ces restes à financer n'aient pas été prélevés directement sur le NDICI. Par conséquent, la France finance en plus l'instrument de manière directe, ce qui aboutit à un double-financement.

En outre, la décision du Conseil de l'UE du 12 juillet 2022 de réengager 600 M€ des fonds désengagés des 10e (2008-2013) et 11e FED (2014-2020) pour soutenir certains pays est totalement incohérente. Un tel procédé interroge et contredit la volonté de l'Union européenne de rationaliser

l'utilisation des fonds avec le NDICI, dans lequel il aurait été logique de puiser, au lieu d'augmenter la participation de la France par des fonds n'étant pas dans le budget général européen.

Par cet amendement, le groupe Rassemblement National demande la suppression totale de ce financement direct de la France de 144 millions d'euros.